

METZ Santé

# Pénurie de soignants : B. Belhaddad songe à un pacte avec le Luxembourg

Le député LREM, membre de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, souhaite que la France et le Luxembourg travaillent à de nouvelles modalités de formation du personnel soignant, afin de résoudre les difficultés de recrutement que connaissent les hôpitaux et cliniques français.

En France, 7 500 postes d'infirmiers et d'infirmières n'étaient pas pourvus en juillet 2020. Malgré la revalorisation de 185 € par mois annoncée dans le cadre du Ségur de la santé, la profession est toujours aussi peu attractive. Selon le syndicat national des professionnels infirmiers, 30 % des diplômés abandonnent le métier dans les cinq premières années. En Lorraine nord, le problème est encore plus aigu. Au démarrage de la deuxième vague de Covid, la directrice

générale du CHR de Metz-Thionville, Marie-Odile Saillard, lançait d'ailleurs un appel pour demander des renforts médicaux urgents. En cause : la proximité du Luxembourg, où le salaire moyen annuel d'un infirmier est de 94 000 € bruts par an.

« On ne peut pas continuer comme ça, réagit le député Belhaddad, qui a décidé de se saisir du dossier. Le Ségur de la santé a permis une revalorisation salariale des infirmiers. Mais on sait bien que cela ne suffira pas à faire revenir des infirmiers qui travaillent au Luxembourg, ou à dissuader les nouveaux diplômés de rester travailler en France. Aujourd'hui, sur les 350 infirmiers qui sont formés chaque année dans les centres de formation du CHR de Metz-Thionville, 30 % partent immédiatement travailler au Luxembourg. »

Pour le député, il faut agir

vite. « Le contexte est favorable, dit-il. Nos amis luxembourgeois sont parfaitement conscients du problème et ont indiqué au gouvernement français qu'ils étaient prêts à mener des projets communs avec nous. Je note également que depuis le début de la crise Covid, pour ne pas aggraver nos difficultés, ils se sont engagés à suspendre tout recrutement de non-résident pour leur système de santé. »

## Trois propositions

Le député Belhaddad formule trois propositions. « La première, c'est la mise en place d'un organisme de coopération transfrontalier chargé d'estimer les besoins en formation de personnels infirmiers à l'échelle de notre grande région transfrontalière. Chaque pays ne peut plus faire ce travail de son côté. Nous devons décider ensemble du nombre d'infirmiers qu'il faut former chaque année. » Deuxième idée : « Puisque nos Instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi) contribuent à former une partie importante de la main-d'œuvre médicale dont le Luxembourg a besoin, je propose qu'ils montent en puissance, en formant plus de soignants et en bénéficiant d'une gouvernance, d'un projet pédagogique et d'un finance-



« Nos amis luxembourgeois sont parfaitement conscients du problème », assure le député Belkhir Belhaddad. Photo RL/Gilles WIRTZ

ment franco-luxembourgeois. »

## Un fonds de compensation des écarts salariaux ?

Tout cela ne gommait pas l'écart salarial. D'où la troisième proposition du député : « Nous pourrions instituer une contribution forfaitaire libératoire des frais de formation, en cas de recrutement, par le Luxembourg, d'un praticien formé en France. Le fonds ainsi constitué, à la main d'une autorité publique à définir, pourrait être utilisé pour verser des primes attractives aux infirmiers ou aides soignants qui

font le choix de rester en France. »

Ces propositions, Belkhir Belhaddad souhaite les soumettre aux élus et acteurs locaux : « Cela pourrait très bien entrer dans le cadre des expérimentations locales qui seront possibles dans le cadre de la « loi 4D » (décentralisation, déconcentration, différenciation et décomplexification, NDLR) qui devrait être adoptée d'ici la fin de l'année. Mais pour cela, il faut que ce besoin de différenciation locale soit exprimé de manière large et collective. »

Anthony VILLENEUVE

**les opticiens à domicile**  
by Jérôme Maréchal

**Informations COVID 19**

Parce que  
**vos yeux sont précieux**

Olivier Franckhauser se déplace durant cette crise sanitaire  
**Respect des gestes barrières**

**Et toujours :**

- Devis et déplacements gratuits
- Deuxième paire à partir de 1 €\*
- Tests et vérifications d'usage
- Agréé 100% santé
- Gestion administrative et mutuelle

**Olivier FRANCKHAUSER**

**7 jours sur 7 de 8h à 20h** **06 15 55 10 89**  
www.jmod.fr olivier.franckhauser@jmod.fr

## POLITIQUE EXPRESS

### ■ Un débat autour de la liberté d'expression

Jeudi soir, en fin de conseil municipal de Metz, un vif échange a éclaté entre François Grosdidier et l'opposant RN François Grolet. Celui-ci reprochait au maire la tenue d'une réunion du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), association dont le gouvernement est en train de procéder à la dissolution, dans une salle municipale à Metz. En réponse, le maire a évoqué la « liberté d'expression ». « Nous sommes favorables à la liberté d'expression tant que nous sommes dans le cadre des lois françaises », a affirmé François Grolet. « Les valeurs de la République, vous ne les partagez pas toujours », lui a répondu le maire, évoquant notamment les positions de Bernard Antony, ancien député européen du Front national. « Il y a des extrémistes, comme lui, qui

utilisent la lutte contre un racisme pour alimenter un autre racisme ! »

### ■ Danielle Bori défend l'héritage

A l'occasion du vote sur le recrutement de 20 policiers municipaux supplémentaires, jeudi soir au conseil municipal de Metz, François Grosdidier a été très critique sur le bilan de son prédécesseur en matière de sécurité. L'opposante Danielle Bori, qui a été adjointe de Dominique Gros pendant douze ans, a piqué une colère : « Je vois que vous continuez votre sport favori, celui du dénigrement de ce qu'ont fait les autres ! Je vous rappelle simplement que la précédente municipalité a armé la police municipale, a déployé des caméras et a installé la police municipale dans des locaux décentes, ce qui n'était pas le cas sous la municipalité que vous fantasmez tellement. »



Danielle Bori a défendu l'héritage de Dominique Gros en matière de sécurité. Photo RL/Karim SIARI

### Mme Annie ZACHAYUS-BECK

A le plaisir de vous annoncer le début de son activité à Metz  
**Cabinet de soins infirmiers**  
50 rue de Castelnu 57000 Metz  
Tél. 06 40 25 59 83  
Soins à domicile 7j/7 à Metz (Magny, sablon, quartier gare, musée, amphithéâtre, sainte Thérèse, queueu) sur Montigny les Metz, Peître, Fleury, Pouilly, Chesny.  
Soins au cabinet sur rendez-vous

57B22 - V1